



CULTURE

20 décembre: défilé à Sainte-Suzanne
et centenaire de la mairie du Port ► P. 2-3

Témoignages

JOURNAL FONDÉ EN 1944 PAR LE Dr RAYMOND VERGÈS

MARDI 24 DÉCEMBRE 2013

N° 17.779

«LE PCR POUR UNE COLLECTIVITÉ TERRITORIALE UNIQUE : TOUTE AUTRE PRISE DE POSITION NE PEUT ÊTRE QU'INDIVIDUELLE»

Dans un communiqué adressé hier à tous les médias, le PCR maintient sa proposition, adoptée au 8e congrès, d'une Collectivité territoriale unique à La Réunion. Le Parti Communiste Réunionnais «refuse de faire le jeu du gouvernement en entrant dans un débat pour ou contre le redécoupage cantonal. Toute autre prise de position ne peut être qu'individuelle et n'engage donc pas le PCR». Voici ce communiqué, avec des intertitres de Témoignages.

Le Secrétariat général du Parti Communiste Réunionnais a tenu ce matin une réunion. Après l'analyse de la situation, la direction du PCR tient à faire une mise au point:

Le Parti Communiste Réunionnais rappelle que la création du Département correspond à une réalité liée à la géographie française du 19e siècle, dominée à l'époque par la ruralité: découper le territoire de la France en superficies égales, dirigée par un Préfet chargé de faire appliquer les directives du pouvoir central. C'est ainsi que le Canton a regroupé des communes rurales.

Au moment de cette création, La Réunion était sous le régime de l'esclavage. Quand le statut colonial est aboli à La Réunion, celle-ci devient un Département. C'est alors l'organisation administrative du département français qui est plaquée à La Réunion. Mais compte tenu d'une histoire qui n'est pas celle de la France, l'organisation des Cantons est à l'inverse de celle de ce pays: les communes regroupent des Cantons.

Les précédentes réformes

Tout au long du 20e siècle, la France se transforme. Ces zones industrielles émergent et se regroupent. C'est de là que vient l'idée de créer des Régions, qui regroupent des Départements. Comme en 1946, c'est l'application mécanique à La Réunion d'un schéma

construit sur une autre réalité. Comme notre île est un département, alors la nouvelle Collectivité est une Région regroupant un seul Département.

Aujourd'hui en France, le cadre départemental apparaît dépassé. En Alsace ou en Bretagne, c'est la volonté de renforcer les Régions, pour qu'elles puissent discuter d'égal à égal avec les Provinces d'Espagne, les Régions d'Italie, ou les Länders d'Allemagne. C'est pourquoi le gouvernement a lancé l'acte 3 de la décentralisation, avec à la clé une réforme électorale pour les Conseils généraux, qui deviendront Conseils départementaux.

Et comme pour les deux précédentes réformes institutionnelles, Paris considère que La Réunion est comme n'importe quel Département de France, et tente donc de coller une nouvelle carte des Cantons. C'est le redécoupage refusé à l'unanimité moins 4 socialistes par le Conseil général. Ce projet aboutirait en effet à la prise de contrôle de cette Collectivité par deux grandes communes: Saint-Denis et Saint-Paul.

«Que le gouvernement prenne l'initiative de consulter la population»

Face à cette réforme électorale, le Secrétariat général rappelle que le PCR a pris la décision de ne pas prendre part au vote au Sénat. En effet, depuis 1959, le Parti Communiste Réunionnais s'est fixé



Au 8e Congrès, le PCR avait adopté la proposition d'une Collectivité territoriale unique pour La Réunion.

comme objectif la création d'une seule Assemblée pour gérer les questions concernant les Réunionnais. Au fur et à mesure, cette proposition progresse dans l'opinion, car nombreux sont ceux qui s'interrogent sur la pertinence du maintien sur un même territoire de deux Collectivités ayant des compétences différentes. En refusant de soutenir le projet de loi du gouvernement, le PCR voulait montrer son refus de voir une nouvelle fois plaquée à La Réunion une organisation administrative construite sur une réalité différente, celle de la France. Le PCR proposait que le gouvernement prenne l'initiative de consulter

la population, pour demander aux Réunionnais quelles sont leurs propositions de réforme administrative.

C'est pourquoi le PCR maintient sa proposition, adoptée au 8e congrès, d'une Collectivité territoriale unique à La Réunion. Le Parti Communiste Réunionnais refuse de faire le jeu du gouvernement en entrant dans un débat pour ou contre le redécoupage cantonal. Toute autre prise de position ne peut être qu'individuelle et n'engage donc pas le PCR.

*Pour le secrétariat général
Yvan Dejean*

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergès
69^e année

DIRECTEURS DE PUBLICATION :

1944-1947 : Roger Bourdageau • 1947 - 1957 : Raymond Vergès • 1957 - 1964 : Paul Vergès • 1964 - 1974 : Bruny Payet • 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom • 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon • 1991 - 2008 : Jean-Marcel Courteaud • Depuis 2008 : Jean-Max Hoarau

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

RÉDACTION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
EMAIL RÉDACTION : temoignages@wanadoo.fr
SITE WEB : www.temoignages.re

ADMINISTRATION

TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
EMAIL AVIS, ABONNEMENT :
avis.temoignages@wanadoo.fr
EMAIL PUBLICITÉ : pub.tem@orange.fr

Édito

Un cadeau de Noël des députés La fin du droit à la retraite pour de nombreux Réunionnais

Le 18 décembre dernier, la ministre de la Santé a salué le vote massif des députés en faveur du projet de loi sur les retraites. Ce soutien massif était loin d'être une réalité en première lecture, car le texte n'était passé qu'à 10 voix de majorité.

En seconde lecture en lors du vote définitif à main levée, la marge en faveur du projet du gouvernement est donc devenue massive.

Dès le début, les 5 députés de La Réunion élu sous les couleurs du PS ont voté sans sourciller pour ce texte.

Ericka Bareigts, Jean-Claude Fruteau, Patrick Lebreton, Monique Orphé et Jean-Jacques Vlody ont donc toujours soutenu ce texte à Paris. Il serait donc intéressant qu'ils organisent à La Réunion une conférence de presse pour expliquer à la population comment ils justifient leur position.

En effet, ce texte prévoit d'allonger à 47 ans la durée minimale de cotisation pour avoir droit à une retraite complète. Autrement dit, si un travailleur du privé veut partir à 60 ans, il doit commencer à cotiser à 17 ans. Voilà décidé la fin de la retraite à 60 ans.

Pour les Réunionnais, cette loi va encore précariser davantage les retraités dans l'avenir. Car dans un pays où le taux de chômage est proche de 30%, quel salarié du secteur privé peut aligner 43 ans de cotisations?

Extrait du compte-rendu de l'Assemblée nationale

Vote sur l'ensemble

M. le président. J'appelle maintenant, conformément au troisième alinéa de l'article 114 du règlement, le projet de loi dans le texte adopté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture. ? Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi tel qu'il résulte du texte voté par l'Assemblée nationale en nouvelle lecture.

(Le projet de loi est adopté.)

M. le président. La parole est à Mme la ministre.

Mme Marisol Touraine, ministre. Mesdames, messieurs les députés, c'est avec un peu d'émotion que je veux vous remercier pour ce vote massif *. Je remercie les députés de la majorité pour leur soutien, leur accompagnement, leur contribution ainsi que l'ensemble des députés qui ont participé à ce débat, certains ayant la volonté de s'opposer au texte tandis que d'autres avaient la volonté de construire. Je crois que nous avons, ensemble, fait franchir une belle étape à notre démocratie sociale et notre pacte social. *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*



Plusieurs centaines de personnes pour rappeler le combat des ancêtres qui ont brisé leurs chaînes.

Fête réunionnaise de la Liberté

20 décembre à Sainte-Suzanne

Vendredi 20 décembre, de nombreux habitants ont participé à la commémoration de la Fête réunionnaise de la Liberté.

Environ 300 personnes ont participé au défilé, avec la participation de plusieurs associations. Un millier de personnes sont venues applaudir le plateau musical. Des élus de la ville et le Maire étaient présents. Une délégation municipale de la commune mauricienne de Savane accompagnée de sportifs participants au relais des marrons du 20 décembre, était aux côtés des

Sainte-Suzannois.

Beaucoup d'activités étaient au programme de cette journée:

- atelier culinaire avec l'association Farfar Créole : préparation avec des enfants d'un mafé (plat traditionnel africain)
- partage de ce repas avec 150 enfants de la ville
- spectacle interactif et initiation aux percussions africaines avec le groupe Foulewar.

Retour en images sur cet événement.



Maurice Gironcel avec une délégation de la commune de Savane à Maurice.



Madagascar et les Comores: des pays qui ont participé à la construction du peuple réunionnais qui a fêté cette année ses 350 ans.

1913 - 2013

La mairie du Port a cent ans

La chronique portoise retiendra que c'est un 20 décembre, le jour de la Fête réunionnaise de la Liberté, que la Ville du Port a inauguré sa nouvelle mairie. Une mairie en réalité à la fois nouvelle et ancienne, qui porte gaillardement son siècle d'existence suite à un programme de travaux de rénovation et d'agrandissement achevé il y a quelques mois.

Le maire du Port Jean-Yves Langenier a retracé ces cent années faites d'épisodes heureux et malheureux, évoquant au départ en 1913 (soit 18 ans après la naissance de la ville) ce «bâtiment composé d'un rez-de-chaussée et d'un étage avec un toit en bardeaux à quatre pentes» autour duquel va se cristalliser la vie bouillonnante de la toute jeune cité maritime, avec ses docks et ses quais, sa gare du chemin de fer, son marché couvert...



Jean-Yves Langenier et Firose Gador découvrent la plaque de la nouvelle mairie.

Dans son évocation des décennies passées, Jean-Yves Langenier a fait une bonne place à l'événement historique qui a marqué la journée du 28 novembre 1942, quand le contre-torpilleur le Léopard a libéré la ville et l'île entière au nom des Forces Françaises Libres avec l'appui actif des Portois progressistes, emmenés par Léon de Lépervanche.

Au fil des ans, l'hôtel de ville va s'agrandir au fur

et à mesure qu'augmentera la population portoise. 1954 et 1977 ont connu d'importants travaux de rénovation: remplacement du toit en bardeaux par une dalle en béton sous Léon de Lépervanche, puis ajout d'un nouvel étage sous Paul Vergès. 1979 aura été quant à elle l'année de l'apparition, dans la salle du conseil municipal, de la tapisserie géante conçue par Alain Séra-

phine, œuvre magnifique dans laquelle se sont reconnues depuis 35 ans des générations de Portois, puisqu'elle met en scène les deux versants des luttes qui font la fierté de la ville: la résistance à la répression tout d'abord, puis l'avènement de la municipalité démocratique en 1971.

Depuis 1986, la mairie est dotée de 4 niveaux. Aujourd'hui en 2013,

cent ans après sa naissance, elle épouse le grand projet d'aménagement d'ouverture de la ville sur la mer, en se tournant elle aussi vers l'océan. Elle offre désormais sa belle façade en vis-à-vis des bassins du port de la Pointe des Galets. C'est là qu'une plaque a été découverte, symbolisant les racines de la ville: **"1913 - 2013: In sièk listoir po nout mèri Lo Port"**.



Patrick Manent et ses dalons ont animé la matinée par une séquence maloya bien enlevée.



Danseuses et danseurs au rythme du maloya.

Otè!

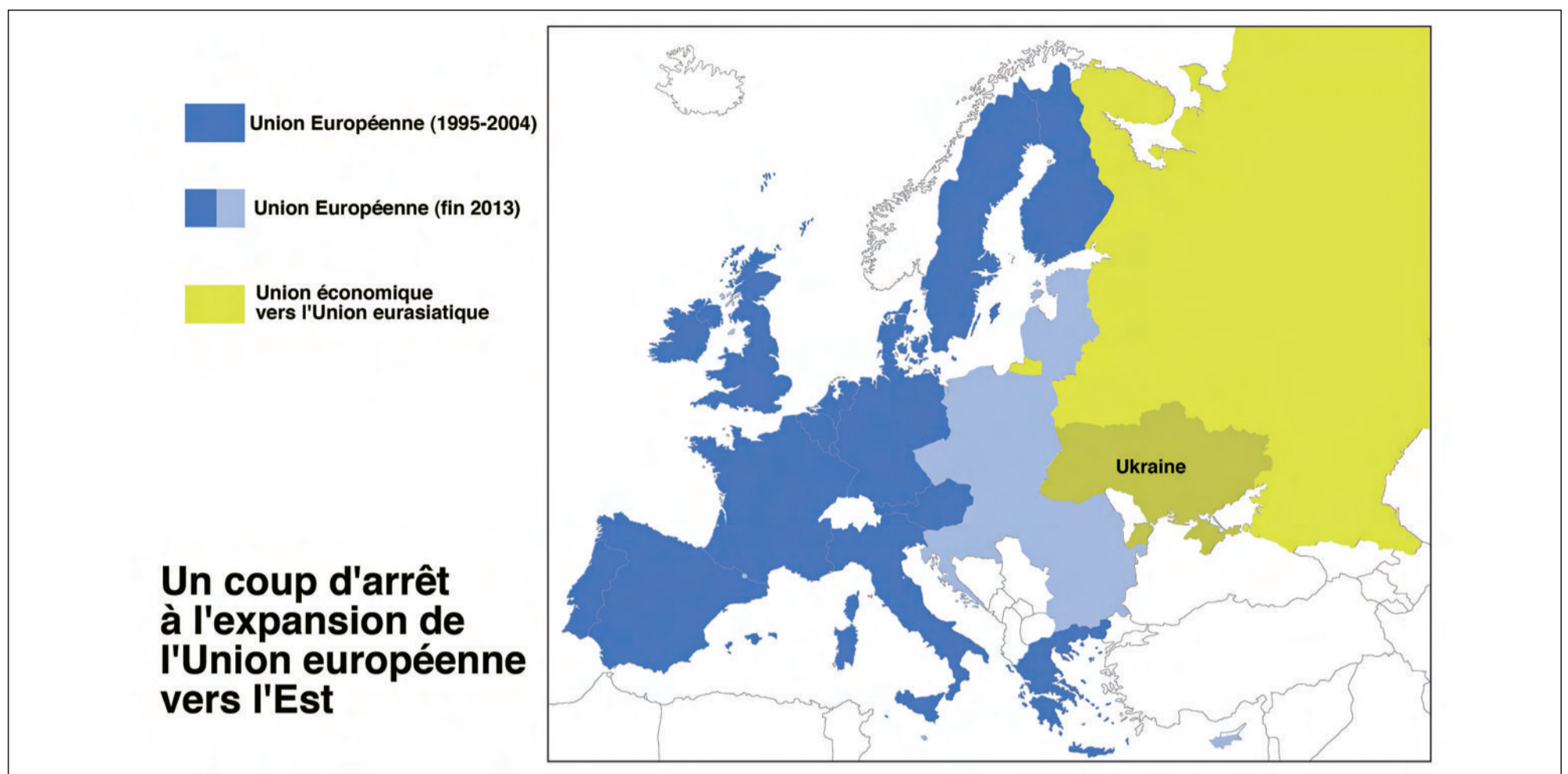
Mésyé Lurel? Sa lé kont nou, sa!

In zour, li di, i fo bann rényoné i dézabityé avèk la kane. In zour li di i fo bann rényoné i fé in bonpé kontra l'av-nir konmsa i fé in bonpé travay. In n'ot zour li desid fé sak li apèl, par li-mèm, lo panyé Lurel pou pa tro dépansé. Avansa li tonm dakor pou siprime lo rsta. Arzout èk sa li fé in dékré pou réglomant lo pri lésans: lo zafèr lé tèlman an bruiyé ké pèrsone i koné pa ki ki pèrd, ki ki gingn... plito toulmoun i mazine zot i anpèrd dann so z'afèr-la.

In dalon la di amoin i fo pa kroir sé Lurel k'i desid tousala, sé plito lo gouvèrnman apré raz anou a sèk, konmsi Lurel té pou arien dodan. Si li lé pou arien, i diré kant mèm li défann a-mor son bann prozé pou l'outremèr. Tout fason li lé pa oblizé d'ète minis, li pé shapé é li sar pa pli vilin pou sa. Mèm ké sanm pou moin in pé d'moun lé riskab bate la min. Donk fransh vérité li lé bien dakor avèk sak i fé, é tan pi si i raz nout pint, sirtou ké selon li gouvèrnman i fé in bon politik, é la réisit sar o bout lo shomin. Ki vivra véra, kroiyé moi si zot i vé, mé lé pa oblizé.

Provi k' tout i fé pa konm lo panyé Lurel. Akoz mi di sa? Pars konm di lo kont, bon marshé i kout shèr. Sa lé bien vré! Pars kosa ni sort aprann? Ni sort aprann lo panyé Lurel Igou-mant trant pour san, é trant pour san-la, sa in n'afèr i kout shèr sa. Lo panyé bon marshé i kout pli shèr ké lo pri bann marshandiz normal... Lé ga, pétète zot va kroir mi égzazèr, mé mésyé Lurel la, sanm pou moin, sa lé kont nou, sa.

Justin



L'Union européenne prévoyait de continuer à s'étendre vers l'Est. Le choix du gouvernement ukrainien de signer avec la Russie plutôt qu'avec l'Europe donne un coup d'arrêt à cette dynamique. De quoi faire réfléchir les autres Etats de l'Est de l'Europe en discussion avec Bruxelles.

Signature d'un accord économique entre l'Ukraine et la Russie

Les pro-européens déboutés

Après les accords de Moscou passé entre le président russe Vladimir Poutine et son homologue ukrainien, ..., les manifestations pro-européennes s'essouffent, en dépit de la volonté de l'opposition de maintenir le rapport de force.

Dimanche 22 décembre à Kiev, la mobilisation pro-européenne a beaucoup moins rassemblé que les fois précédentes. Près de 40.000 personnes se sont réunies à l'appel de l'opposition sur Maïdan, place de l'Indépendance dans le centre de la ville. Un faible rassemblement, comparé aux centaines de milliers de personnes présentes les trois dimanches précédents.

Continuer «de défier le régime»

L'opposition a demandé aux manifestants de

continuer «de défier le régime dans la rue». «Nous allons continuer de nous battre, nous n'abandonnerons pas Maïdan», place occupée depuis plus d'un mois par des manifestants qui l'ont entourée de barricades, a déclaré devant les manifestants le boxeur Vitali Klitschko, l'un des leaders de l'opposition. Ajoutant «nous allons fêter sur Maïdan le Nouvel An et Noël» (orthodoxe le 7 janvier, ndlr), Vitali Klitschko a rappelé que l'objectif du mouvement de contestation était l'organisation d'une présidentielle

anticipée, à laquelle il souhaite être candidat, a expliqué l'Agence France Presse. Le «Mouvement populaire Maïdan» a été créé par les leaders de l'opposition, souhaitant réunir tous ceux qui sont «contre la corruption» et «le retour au passé» au sein des structures menées par Moscou. Cependant, pour des manifestants interrogés par l'AFP, «Maïdan est dans l'impasse. Les manifestants ont fait tout ce qu'ils pouvaient. Maintenant c'est l'opposition (ses leaders, ndlr) qui doit travailler en coulisse pour affaiblir le pouvoir», a indiqué Ostap Nikitine,

étudiant à Kiev. Désormais l'essoufflement de la mobilisation et l'accord signé avec Moscou ont renforcé le gouvernement de Viktor Ianoukovitch a expliqué Volodymyr Fessenko, analyste politique indépendant. En effet, avec les accords de Moscou, «les tentatives de (...) signer un accord d'association avec l'UE ne sont plus d'actualité. La révolte des oligarques est étouffée par le gaz bon marché», a souligné l'ex-ministre de l'Intérieur et opposant Iouri Loutsenko. Ces accords n'ont pu être rivalisés avec ceux préparés depuis trois ans avec Bruxelles.

15 milliards sur la table

Mardi 17 décembre, Vladimir Poutine a apporté son soutien au président ukrainien, Viktor Ianoukovitch, en rédui-

sant entre autre d'un tiers les tarifs de livraison de gaz russe. Facturé près de 400 dollars les 1.000 mètres cubes, le gaz russe devrait passer à 268,5 dollars à compter du mois de janvier 2014, a annoncé Vladimir Poutine. De plus, la Russie va acquérir pour 15 milliards de dollars (13,3 milliards d'euros) d'obligations émises par Kiev. En dépit des semaines de mobilisation et de l'appel au calme du gouvernement ukrainien, qui laissait entendre un possible rapprochement avec Bruxelles, Viktor Ianoukovitch aura choisit son voisin russe. Une décision analysée par Edouard Birov, dans le quotidien russe «Vzgliad», cité par Courrier International: «il faut reconnaître la nou-

velle et très habile victoire de Vladimir Poutine et de la diplomatie russe dans le combat contre l'Occident».

Au delà des aspects industriels et économiques, Edouard Birov parle d'un rapprochement politique avéré à travers un bloc, défendu par Vladimir Poutine: «Il a été convenu une coordination plus étroite des politiques étrangères, essentiellement en ce qui concerne la stabilité stratégique et la sécurité en Europe, ainsi qu'une lutte contre les nouveaux défis mondiaux, dont le trafic de drogues». Le journaliste russe conclut en expliquant que le rattachement de l'Ukraine à la Russie «sera un événement historique annonçant la restauration de l'empire Russe sous une forme moderne».